

2027 : la présidentielle est lancée

Description

À peine les municipales refermées que déjà s'ouvre, comme un rideau qu'on tire trop tôt, la scène de 2027. La politique française ne connaît plus de trêve, elle anticipe, s'accélère, au risque de se caricaturer elle-même.

Un sondage, publié par BFM TV avec l'institut Elabe, prétend déjà esquisser l'avenir. On sait pourtant ce que valent ces oracles précoces. Ils rassurent ceux qui y croient et amusent ceux qui s'en souviennent.

Édouard Balladur devait être élu en 1995. Alain Juppé était promis à l'Élysée en 2017. Mais l'histoire a ses pudeurs, elle dément volontiers ceux qui croient la devancer.

La mécanique est lancée. La presse s'emballe, et Édouard Philippe serait déjà au rendez-vous du second tour, et même promis à la victoire.

Il y a dans ce concert quelque chose d'une opération de lancement. Comme autrefois les grandes campagnes publicitaires, il faut installer un nom, imposer une silhouette, banaliser une évidence. Le produit est prêt, sérieux et rassurant.

Le macronisme cherche un héritier, ou plutôt un masque neuf. Faire de la perpétuation d'une caste d'énarques hors-sol, passant sans heurt des cabinets ministériels à la haute administration sans jamais affronter la réalité du privé, la finalité même du système.

On aura beau changer les mots, « centre », « socle commun », « dépassement », la vérité demeure. Édouard Philippe ne saurait s'extraire du bilan dont il fut l'un des principaux artisans. Dix années de pouvoir ne s'effacent pas à la faveur d'un glissement lexical.

Qu’est-ce, au fond, que le Macronisme ? Une synthèse habile, un socialisme assoupli dans sa présentation, mais constant dans ses réflexes. Une doctrine caméléon, empruntant à la droite ses figures et ses mots, sans jamais renoncer à ses penchants. Emmanuel Macron fut de cette école. Formé auprès de François Hollande, dont il fut le collaborateur puis le ministre, avant de s’émanciper pour mieux prolonger l’essentiel.

Édouard Philippe s’inscrit dans cette filiation. Premier ministre durant les premières années du quinquennat, il en porte la marque et les choix. Et ces choix, eux, ne s’oublient pas.

Ils s’appellent Fessenheim, symbole d’un renoncement énergétique. Ils s’appellent les 80 km/h, décision technocratique devenue étincelle sociale. Ils s’appellent aussi la crise des Gilets jaunes, révélatrice d’un pays qui ne se reconnaît plus dans ceux qui le gouvernent. Ils s’appellent encore une insécurité diffuse, une immigration accrue, une dette qui s’alourdit jusqu’à menacer l’horizon.

La pandémie de COVID-19 restera, elle aussi, comme un moment de vérité avec sa bureaucratie tatillonne, ses décisions tardives et l’État hésitant derrière ses propres formulaires.

En somme, un bilan qui l’inscrit sans contestation possible parmi les plus mauvais Premiers ministres de la Vème République.

Mais au-delà du bilan, il y a les choix politiques.

En 2024, face au Rassemblement National, des consignes ont été données en faveur de candidats issus de la gauche radicale, y compris communistes ou membres de La France insoumise. Gabriel Attal s’inscrivait dans cette ligne.

Ces choix ont eu des conséquences très concrètes : l’entrée au Palais Bourbon de députés dont le comportement a profondément altéré la tenue du débat parlementaire. Invectives, outrances, obstruction, une forme assumée de désordre politique qui affaiblit l’institution. Le Parlement a été « bordélisé », au mépris de la compétence, de la rigueur et de la tenue des débats.

À cela s’ajoutent des dérives plus graves encore. Les ambiguïtés répétées de certains responsables de La France insoumise face à l’antisémitisme, leur indulgence à l’égard de discours ou de stéréotypes visant Israël. Ces glissements ne sont pas anecdotiques, ils participent d’une dégradation du débat public et d’une confusion morale préoccupante.

Ce jeu d’alliances révèle système où le pouvoir ne se réduit pas à l’exécutif, mais irrigue l’ensemble des institutions. Médias, juridictions, autorités administratives : une même culture politique y domine, un même logiciel s’y reproduit. Le socialisme n’est plus seulement un programme ; il est devenu un milieu.

À cela s’ajoute encore l’action d’un réseau d’associations et d’ONG, souvent subventionnées, qui contribuent à orienter le débat public ou à judiciariser certaines questions politiques, imposant parfois par le droit ce qui ne l’est pas par le suffrage.

Ainsi se dessine une continuité profonde où les alternances changent les majorités, mais la structure demeure. C’est ici qu’apparaît une différence majeure avec d’autres démocraties.

Aux États-Unis, le principe du spoil system, observable sous des présidents comme Donald Trump ou Joe Biden, permet au pouvoir élu de renouveler une partie significative de l'appareil administratif. Ce mécanisme, souvent critiqué, garantit néanmoins une chose essentielle : la capacité d'appliquer effectivement le programme choisi par les électeurs.

En France, à l'inverse, la permanence administrative peut devenir un frein. Le risque existe qu'un pouvoir nouvellement élu se heurte à une inertie, voire à une résistance interne, l'empêchant de mettre en œuvre la politique pour laquelle il a été mandaté. Rien n'est plus dangereux pour une démocratie que cette impression d'impuissance.

Depuis l'élection de François Hollande en 2012, la France vit sous différentes nuances d'une même teinte. Les alternances semblent changer les hommes sans jamais déplacer les lignes. Le pluralisme se resserre de la gauche à l'extrême gauche, avec pour horizon commun une défiance persistante envers la liberté économique et l'autorité régalienne.

Ailleurs, d'autres modèles persistent. Les États-Unis, des présidents démocrates de John F. Kennedy à Bill Clinton, ont su conjuguer réformes sociales et dynamisme économique.Tony Blair du New Labour avait compris qu'une gauche moderne ne pouvait prospérer contre l'économie de marché.

En France, une telle synthèse paraît aujourd'hui presque indicible.

Il en résulte un malaise profond. Trois fractures dominent : l'insécurité, l'immigration, et l'affaiblissement économique, avec une perte de souveraineté énergétique et stratégique, dans un monde redevenu conflictuel.

Qui parle encore de liberté comme principe structurant ? liberté d'entreprendre, de posséder, de s'exprimer. Sans elle, aucune prospérité durable ne s'installe.

Dès lors, la rupture devient une nécessité plus qu'un choix. Quelques voix l'esquissent, comme celle de David Lisnard, mais elles restent encore isolées. La droite demeure prisonnière d'un piège ancien, celui tendu par François Mitterrand, où toute alliance lui est interdite tandis que ses adversaires s'en affranchissent sans scrupule.

Mais la droite reste piégée. Elle est interdite de coalition avec le RN, fragmentée, culpabilisée. Sans unité, le risque est un second tour LFI-RN. Pour l'éviter, une primaire englobant tous les partis de droite et centre-droit est essentielle afin de désigner un candidat unique capable de rassembler et de présenter un programme cohérent. Pas de socle commun dans la primaire, sinon c'est le radeau de la Méduse du macronisme. Plutôt que de se quereller sur un tiers d'électorat, la seule voie est d'opérer une union des droites par les électeurs en allant chercher ceux qui, déçus depuis les années Sarkozy, ont déserté la droite pour le RN.

Que faire alors ?

Choisir un cap : rétablir la sécurité, maîtriser l’immigration, redresser les comptes publics, restaurer la souveraineté énergétique, réarmer l’économie et la défense, et comprendre que l’alliance atlantique reste vitale face aux enjeux du monde tandis qu’une bonne partie de la droite, désespérante, persisteà s’opposer aux USA.

Retrouver ensuite une énergie, presque un souffle, celui qui, un temps, porta Nicolas Sarkozy et réconcilia une partie du pays avec l’idée d’action politique. Car au fond, tout revient à savoir si les Français veulent encore choisir leur destin ou s’ils préfèrent s’en remettre à une mécanique bien huilée, où l’alternance n’est qu’un décor ?

La France n’a pas encore connu le point de rupture. Elle avance, lentement, vers ses contradictions. D’autres nations ont attendu l’abîme pour changer de cap, à l’image de l’Argentine avant l’irruption de Javier Milei.

Ici, rien de tel encore. Le sursaut reste hypothétique.

Alors, d’ici 2027, tout dépendra de la lucidité des électeurs, face aux bilans, aux mots, aux illusions. Celle d’un pays qui doit décider s’il veut continuer à se raconter des histoires, ou recommencer à écrire la sienne.

Donald Duck

Categorie

1. Politique

date créée
30 avril 2026